

Programme de réformes pour une sortie de crise

Confidentiel



Approche de travail

Engagement, cohérence, crédibilité



Des ateliers de travail

Une approche participative

- 80 Hauts responsables de l'Etat réunis pour la première fois.
- 10 groupes de travail (**10 thématiques de réforme** identifiés)
- Constitution de la **CoreTeam** pour la coordination et la restitution (PG, MoF, MEP, BCT).



Objectif

Préparer un Programme de Réformes tuniso-tunisien

Près d'une centaine de mesures proposées

Des mesures de court terme : crédibilité et stabilisation de la macroéconomie…mais aussi……identifier les mesures en 2022 pour réunir les conditions de la reprise à partir de 2023

Poursuite des consultations …

Engagement, cohérence, crédibilité



Contexte Global

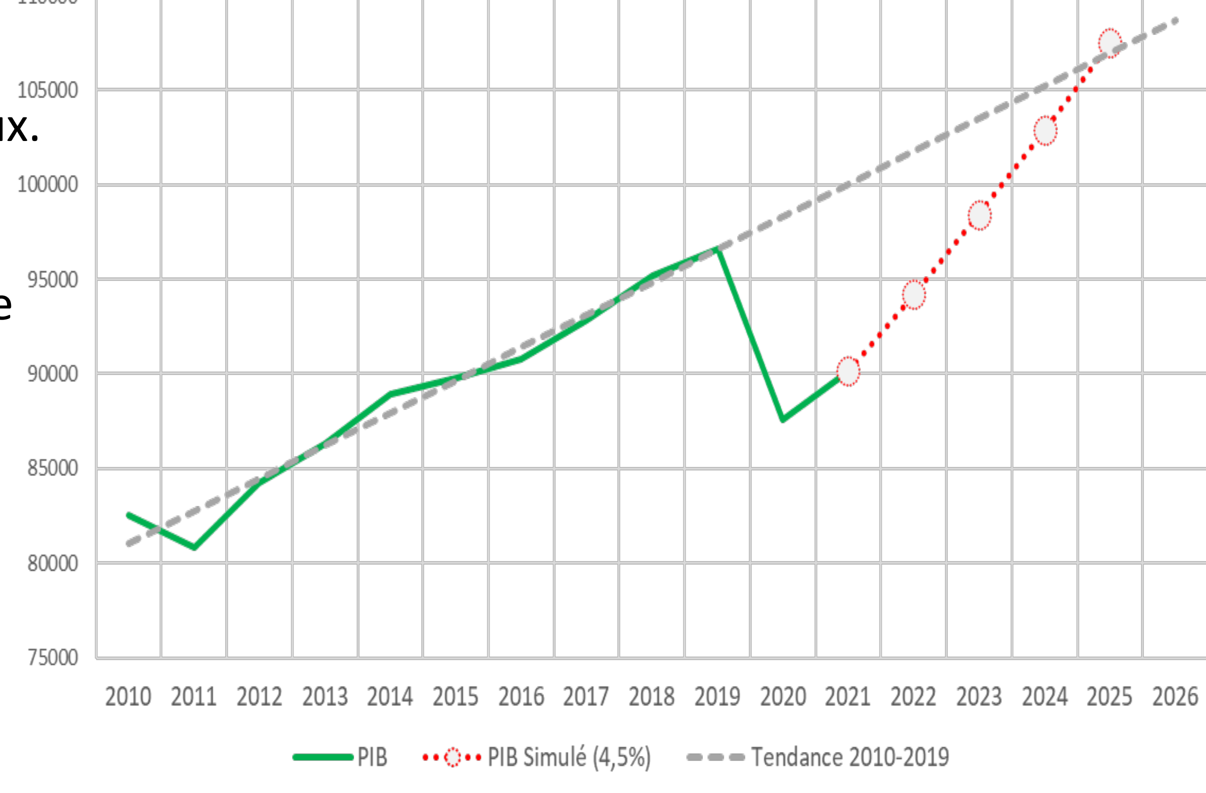


Contexte économique (1/8)

Choc de niveau et de croissance avec un effet important sur le potentiel … trappe de faible croissance

- Instabilité politique et contexte géopolitique défavorable.
- Affaiblissement de l'Etat et faible capacité à gouverner.
- Climat social tendu et succession des mouvements sociaux.
- Baisse de l'investissement (confiance, attentisme, …).
- Retard dans la mise en œuvre des réformes et absence de suivi et de redevabilité.
- Forte perturbation de la production du phosphate (manque à gagner dépassant 10 milliards de dinars.
- Destruction des postes d'emploi et hausse du chômage.
- Impact prononcé de la crise sanitaire COVID-19.

Figure: Evolution de la croissance économique



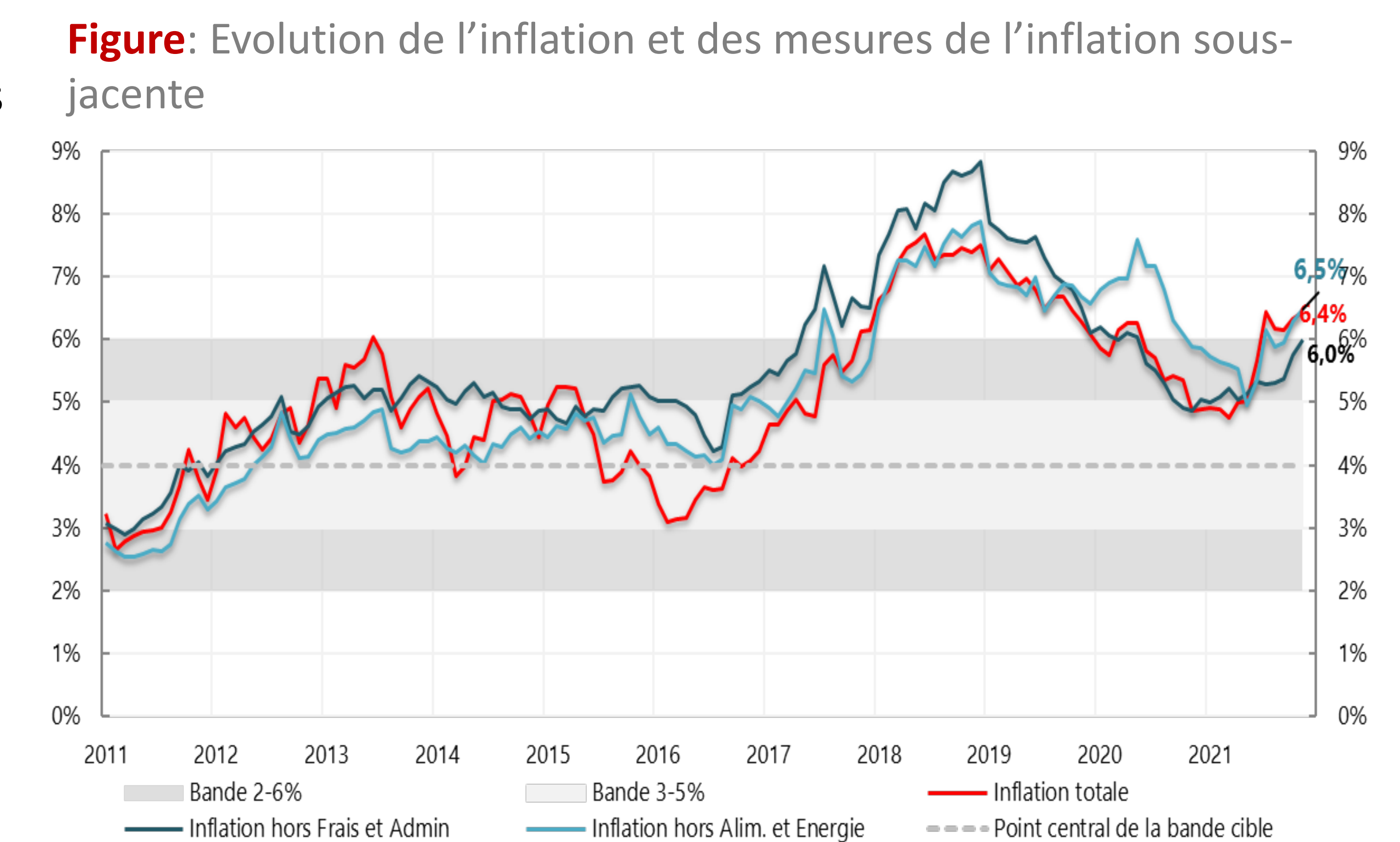


Contexte économique (2/8)

Résurgence des tensions inflationnistes avec des risques actifs à court et à moyen terme

- Hausse des prix internationaux des matières premières et des produits de base.
- Ajustements des prix d'un nombre de produits administrés
- Baisse de l'offre et reprise graduelle de la demande.
- Pressions sur les prix des produits agricoles (Stress hydrique)

Figure: Evolution de l'inflation et des mesures de l'inflation sous-jacente



Source: INS et calculs BCT



Secteur extérieur et taux de change (3/8)

Creusement du déficit courant à des niveaux sans précédent malgré une légère amélioration depuis 2019



	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	LFR 2021
Déficit courant	3,9%	7,9%	8,6%	8,1%	8,4%	8,4%	8,4%	9,9%	10,8%	8,8%	6,4%	8,2%

Axe G : 0,0% – 2,0% – 4,0% – 6,0% – 8,0% – 10,0% – 12,0%
Axe D : 0,00 – 0,50 – 1,00 – 1,50 – 2,00 – 2,50 – 3,00 – 3,50

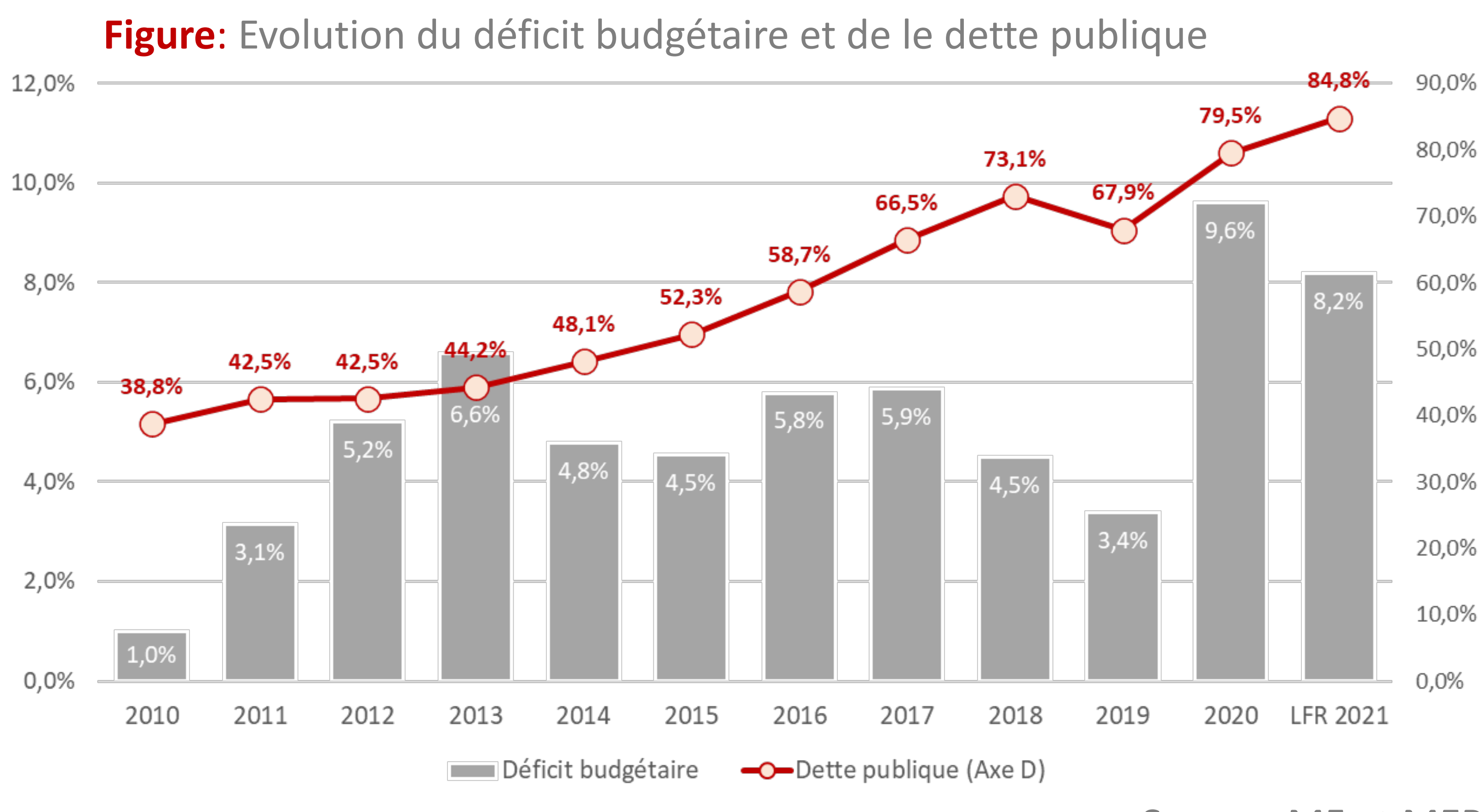
Légende : Déficit courant ; Taux de change USD-TND (Axe D)

Source: MEP et BCT

Equilibres des finances publiques (4/8)

Creusement du déficit budgétaire et risques sur la soutenabilité de la dette publique

Figure: Evolution du déficit budgétaire et de le dette publique



Source: MF et MEP



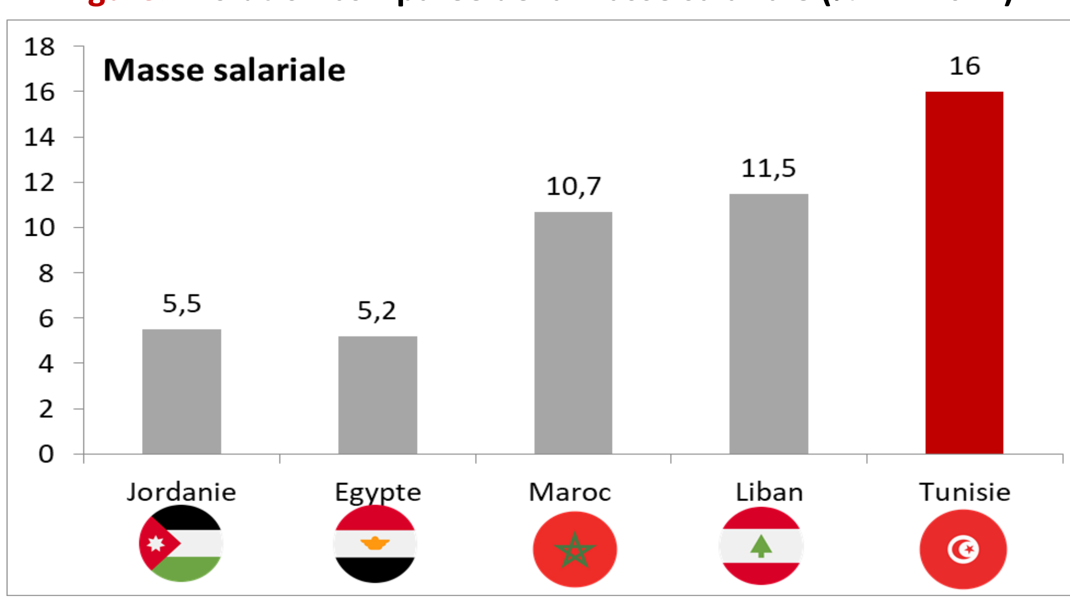
Contexte économique (5/8)

Dégradation de la situation des finances publiques

Masse salariale multipliée par trois en 10 ans

- Hausse des salaires non concordante avec l'évolution de la production.
- La masse salariale accapare près de la moitié des ressources totales de l'Etat.
- Les augmentations spécifiques (forces de l'ordre, magistrats, corps enseignant, …) ont élargi les écarts au niveau de la rémunération.
- Les recrutements massifs et les promotions exceptionnelles ont fortement affecté la qualité des services publics.
- Deux programmes FMI ont été suspendus à cause du non-respect des engagements au titre de la maîtrise de la masse salariale.

Figure: Evolution comparée de la masse salariale (% PIB 2021)





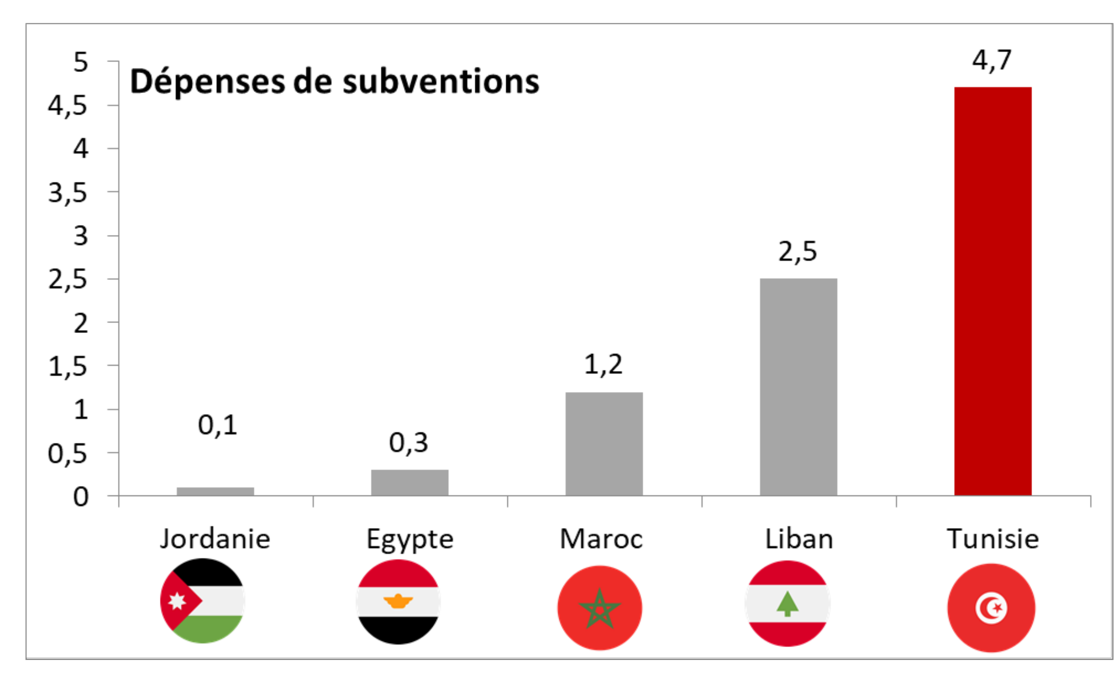
Contexte économique (6/8)

Lourd fardeau des charges de subventions

- Le budget de l'Etat a absorbé les fortes fluctuations des prix internationaux (Brent, Céréales, huiles végétales, …).
- Politique de tarification inefficace et dégradation de la situation financière de plusieurs entreprises publiques (Office des céréales, Office nationale de l'huile, STEG, STIR, etc.).
- Application discrétionnaire du mécanisme d'ajustement des prix à la pompe.
- Retard dans l'achèvement de la réforme de ciblage et des transferts monétaires directs.

Dégradation de la situation des finances publiques





Jordanie : adoption d'un plan triennal de réforme des tarifs de l'électricité (2022-24) : contenir les pertes de NEPCO, réduire progressivement les subventions à l'électricité des ménages ayant la capacité de payer, à travers (i) un structure tarifaire et système de remise qui atténue les distorsions tout en protégeant les personnes vulnérables et les groupes à faibles revenus, et (ii) l'exclusion de plusieurs catégories de ménages aisés des subventions, L'accès à la subvention se fera sur la base des demandes (ciblage).
Egypte : la réforme des subventions du carburant a été achevée en 2019, avec un ajustement des prix pour couvrir les coûts de revient et la mise en place d'un mécanisme d'ajustement des prix des carburants.
Maroc : décision de regrouper tous les programmes d'aide sociale actuels en un seul régime d'allocations familiales à partir de 2023 (la suppression progressive de la subvention du gaz).
Liban : les subventions concernent essentiellement l'électricité. Un plan de restructuration de EDL a été lancé en 2019.



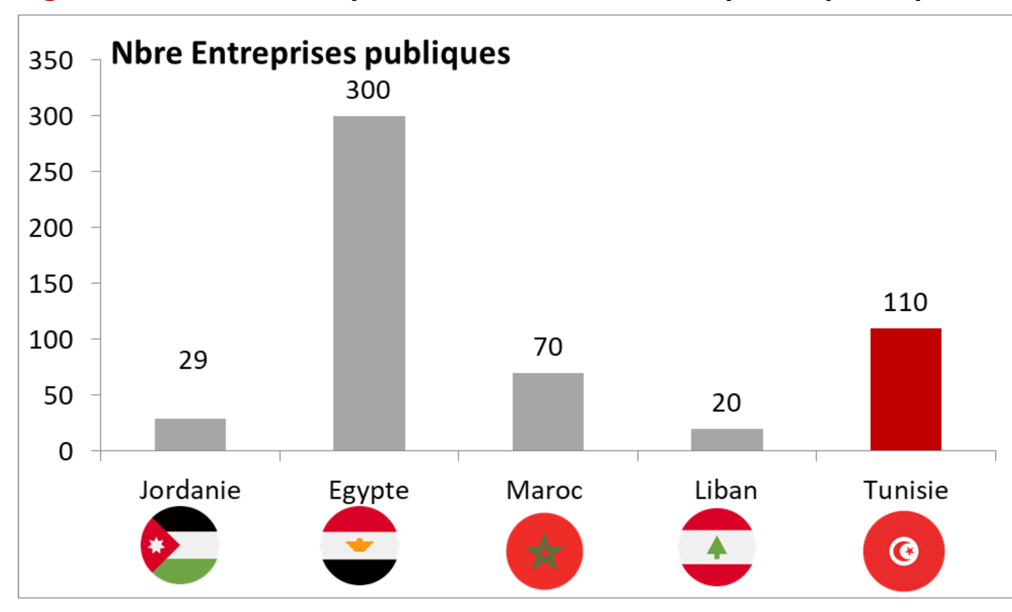
Contexte économique (7/8)

Dégradation de la situation des finances publiques

Situation financière des entreprises publiques préoccupante

- Mauvaise performance des entreprises publiques et détérioration de leur situation financière.
  - Politique de tarification non appropriée.
  - Détérioration de la qualité des services publics.
- Acuité des risques au niveau du budget.
  - Relèvement des subventions annuelles.
  - Hausse des transferts: prise en charge des garanties, augmentation de capital, etc.
  - Forte augmentation des arriérées et des garanties de l'Etat.

Figure: **Evolution comparée du Nbre des entreprises publiques**



Jordanie : Une revue des engagements des EP pour identifier les risques latents sur le budget.
Egypte : Amorçage de la réforme des entreprises publiques ; Amendements du cadre réglementaire favorisant la transparence, la responsabilité des conseils d'administration. Restructuration de certaines EP en difficulté, notamment dans le secteur textile. Le secteur privé s'associe à l'État à travers le « Sovereign Fund of Egypt » a afin d'acquérir des participations dans des entreprises publiques via l'introduction en bourse
Maroc : Mise en place de la réforme Entreprises publiques; Une loi pour recentrer le modèle d'entreprise (suppression, transformation en société commerciale) . Une loi pour la mise en place d'une agence nationale chargée de la gestion stratégique des participations de l'État.



Contexte économique (8/8)

Dégradation de la situation des finances publiques

Insoutenabilité de la dette publique

- Les ressources de l’Etat ne couvrent plus les dépenses: Recours massif à l’endettement.
- Impact important des fluctuations de change: 70% de la dette publique libellés en devises.
- Accès de plus en plus difficile aux ressources d’emprunt extérieur et intérieur.
- La mobilisation de financement extérieur est conditionnée par la conclusion d’un programme avec le FMI.


Figure: Evolution de l’encours de la dette publique (% du PIB)

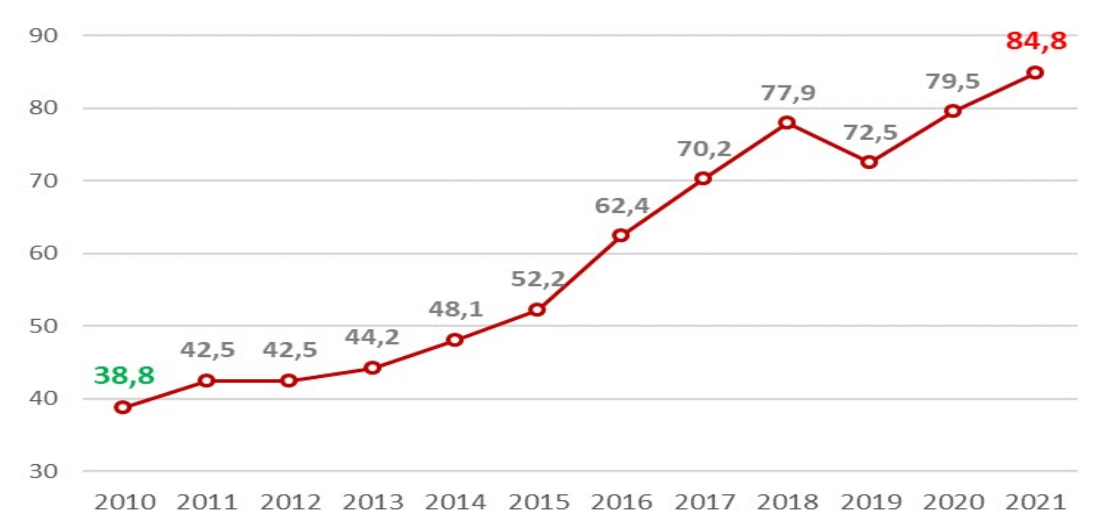
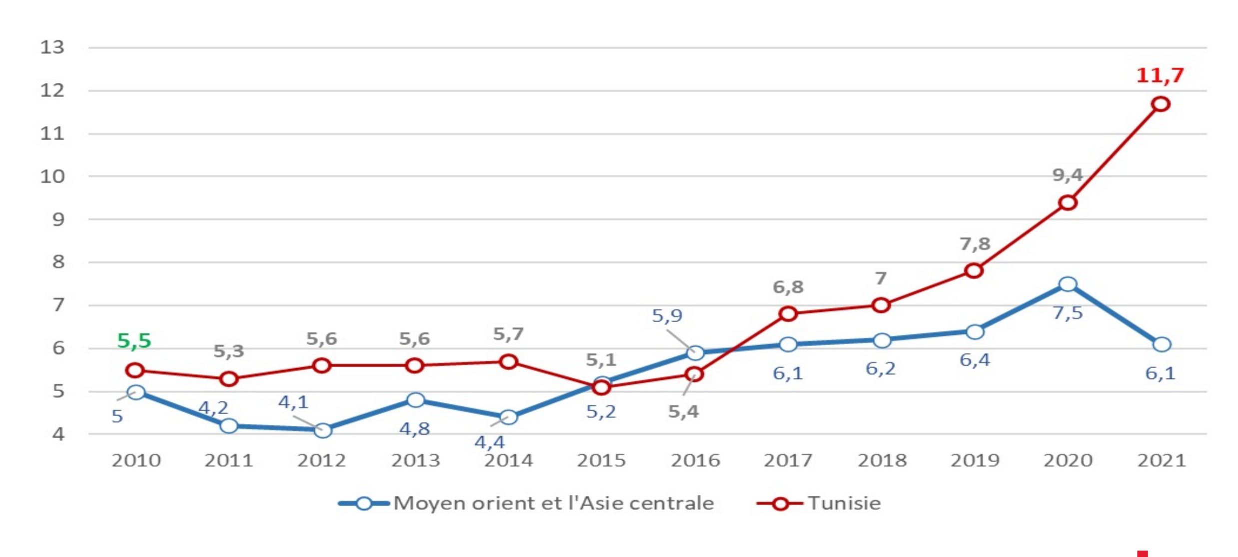


Figure: Evolution comparée du service de la dette publique (% du PIB)





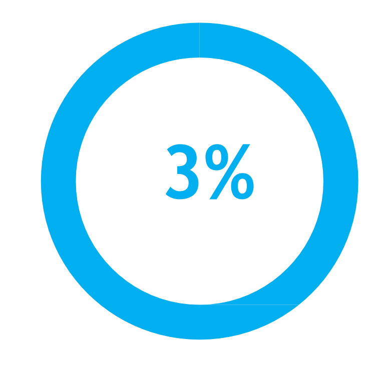
Inaction … coût supplémentaire … soutenabilité

- Crise économique aigue et baisse du potentiel de la croissance (accentuation des vulnérabilités à moyen terme)
- Situation extrêmement délicate de finances publiques (faible capacité à mobiliser des ressources)
- Dégradation de la notation souveraine
- Fragilité sociale (augmentation du taux de chômage, ….)

- ***La maitrise urgente des dérapages budgétaires est impérative.***
- ***L’effort national et l’engagement de toutes les parties prenantes sont les garants du sauvetage de l’économie nationale.***

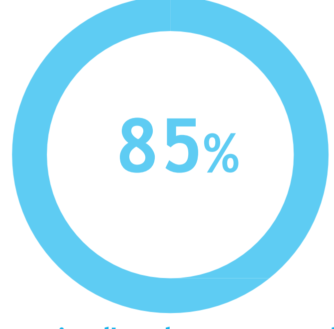
Un scénario macroéconomique soutenable

D'ici 2025



PIB

La croissance annuelle du PIB réel augmenterait progressivement vers 3 %



ratio d'endettement de l'Adm. centrale

Ce ratio tombe à moyen terme, avec le **solde primaire (hors dons)** s'améliore à environ **1,6 % du PIB**



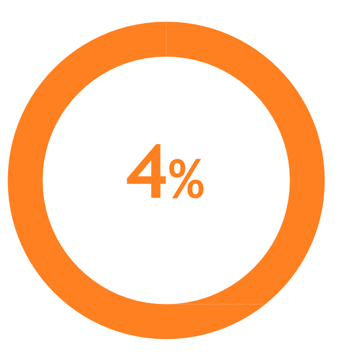
masse salariale

Une **masse salariale** tombant à près de **14,5 % du PIB**



Mois de réserves internationales

Confortable **couverture des importations**

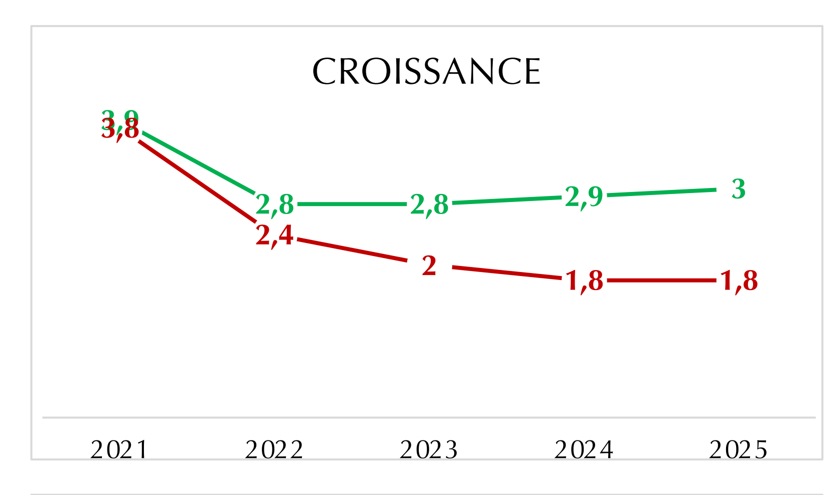


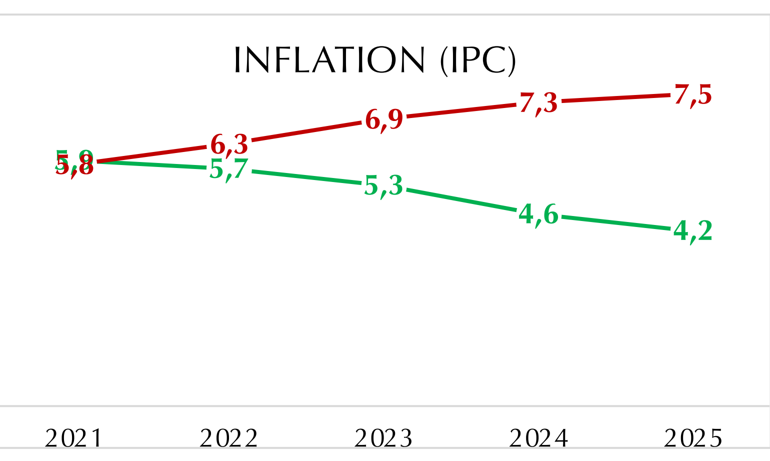
inflation

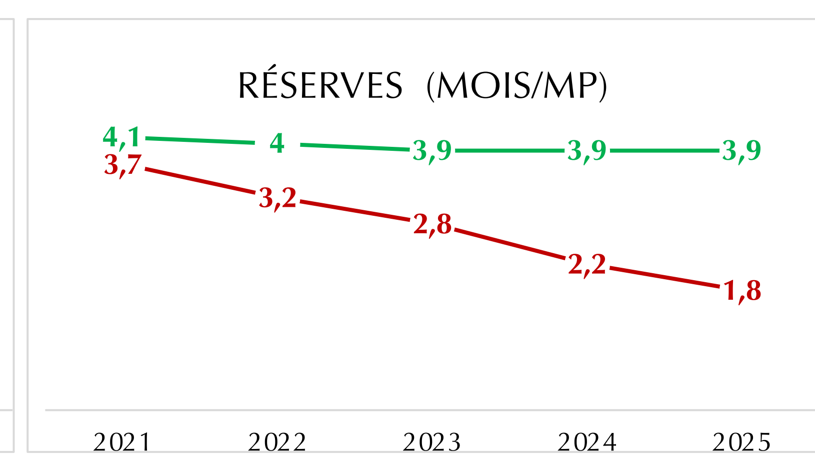
Une **baisse progressive de l'inflation à moyen terme**, soutenue par une politique monétaire axée sur une faible inflation

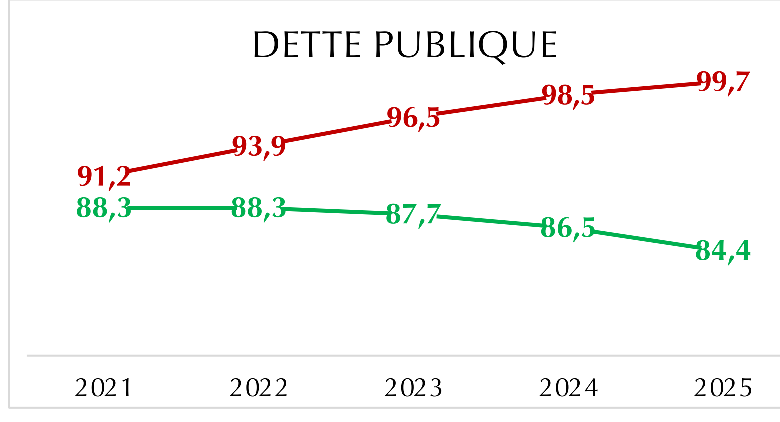


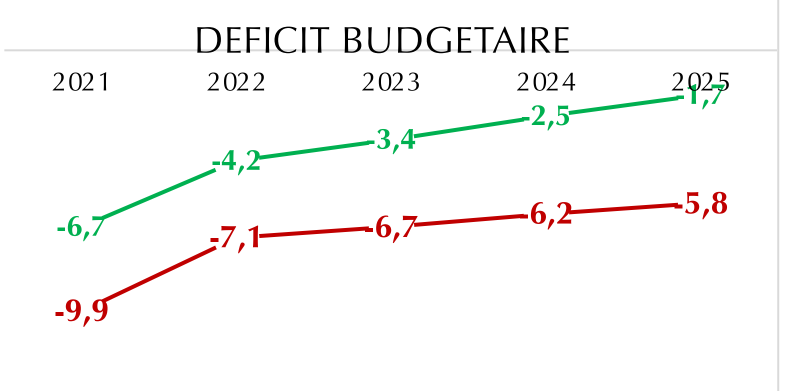
Réformer pour corriger les trajectoires

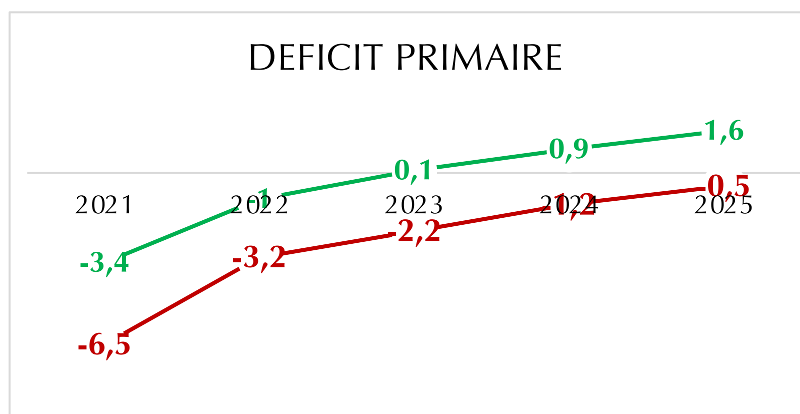






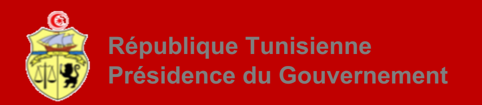






Scénario cible avec réformes
Scénario tendanciel (sans réformes)

Source: Article IV du 2 février 2021, FMI



Mesures de réforme



Conditions de réussite

- **Tirer les leçons du passé** : absence de redevabilité, faible adhésion politique, manque de transparence.
- **Identification des contraintes à la mise en œuvre des réformes** (des réponses rapides et efficaces).
- Elaboration des composantes de la réformes avec **mesure d'impact.**
- **Mise en cohérence**, définition du **sequencing** et identification des synergies avec d'autres réformes.
- Elaboration d'un **plan d'actions** clair et engageant pour toutes les parties intervenantes avec un calendrier détaillé et des indicateurs de performance.

Crédibilité et appropriation des réformes



Approche

- Identifier les entraves et accélérer la mise en œuvre des mesures de réformes programmées.
    - Accorder la priorité absolue aux réformes de stabilisation budgétaire.
    - Parachever les chantiers de réformes (résultat perceptible à court terme).
- Garantir une meilleure transparence et renforcer le pilotage des réformes



Elan de réformes

- Favoriser un climat des affaires attractif et libérer le potentiel … ***regain de confiance et impulsion de l'investissement privé***
- Renforcer la solidité du secteur financier … ***soutenir l'activité***
- Augmenter le rendement du secteur public … ***Administration et entreprises publiques plus performantes au service de l'économie***
- Renforcer la digitalisation … ***accélérer les process et lutter la corruption***
- Promouvoir l'inclusion sociale, économique et financière … ***Croissance inclusive***
- Consacrer la durabilité du processus de développement … ***Economie résiliente***

Inscrire l'économie tunisienne dans la nouvelle mouvance mondiale



Un programme structuré autour de 4 piliers et de 3 leviers

Catégories	Politique budgétaire				Politique financière			Politique monétaire et change		Reformes structurelles			
Axes	Masse salariale	Subventions	Fiscalité	Entreprises publiques	Paiements	Solidité financière	Inclusion financière	Politique monétaire	Politique de change	Climat des affaires	Lutte contre la corruption	Ouverture extérieure	Transition écologique

Leviers

- *INCLUSION SOCIALE*
- *DIGITALISATION*
- *GOUVERNANCE*



Climat des affaires

		ENJEUX						Agenda						
		STABILISATION		GROWTH	FISC.SPACE	PERFORMANCE	EQUITE	CT	22	23	24	25		RESISTANCE
	Suppression de la seconde vague d’autorisations			+		+	+		X					
	Etablissement de la liste négative			+		+	+		X					
	Révision du décret 389 - Prévu décembre 2021			+		+	+							
	Convergence institutionnelle des structures d’investissement			+		+	+		X	X				
	Amélioration la proposition de valeur du pays dans l’industrie pharmaceutique			+		+	+		X	X				
	Amélioration la proposition de valeur dans le secteur automobile			+		+	+		X	X	X			
	Amélioration la proposition de la valeur dans le secteur aéronautique			+		+	+							
	Amélioration la proposition de valeur dans le Secteur TIC			+		+	+		X	X	X	X		



Concurrence

		ENJEUX							Agenda						
		STABILISATION		GROWTH	FISC.SPACE	PERFORMANCE	EQUITE		CT	22	23	24	25		RESISTANCE
	Réduire des barrières à l'accès en assouplissant les critères d'entré restrictifs			+		+	+			X	X	X	X		
	Réalisation des investigations et des enquêtes de pratiques anticoncurrentielles					+	+			X	X	X	X		
	Action de sensibilisation et de communication auprès des opérateurs économiques quants aux bienfaits de la concurrence loyale			+		+	+			T 1	X	X	X		
	Renforcement de fonctionnement et de moyens des autorités de la concurrence			+		+	+			X	X	X	X		



Réglementation de Changes

		ENJEUX						Agenda						
		STABILISATION		GROWTH	FISC.SPACE	PERFORMANCE	EQUITE	CT	22	23	24	25		RESISTANCE
	Politique de Change													
	Simplification, allègement et harmonisation des dispositions de la réglementation des changes			+		+		+	+	+				



Transition écologique

	ENJEUX						Agenda						
	STABILISATION		GROWTH	FISC.SPACE	PERFORMANCE	EQUITE	CT	22	23	24	25		RESISTANCE
Relancer et opérationnaliser le Plan Solaire Tunisien			+	+	+			+					
Définir les stratégies sectorielles des projets innovants dans les Energies Renouvelables			+		+			+					
Adoption d’une stratégie nationale de transition écologique permettant l’intégration de l’environnement dans les différentes stratégies sectorielles y compris l’appui à la gouvernance			+		+			+					
Publication du nouveau programme quinquennal de Production des ER par le secteur privé au titre de 2022-2026.			+		+			+	+				
Incitation à la mise en œuvre des ER pour l’autoproduction (photovoltaïque social, industriels, bâtiments publics, etc.)			+	+	+			+	+	+	+		
Mise en place d’un cadre réglementaire incitatif à la mobilité électrique			+		+								
Adoption du texte règlementaire pour la généralisation du tri auprès des hôtels, industries, établissements publics et scolaires			+		+			+	+	+	+		
Promouvoir la mise en place de projets dans le cadre des PPP pour encourager l’investissement privé dans la gestion des déchets solides			+	+	+			+	+				
Mise en œuvre des objectifs de la Contribution Nationale Déterminée (NDC) relative au secteur des Déchets			+		+			+	+	+	+		



Politique Secteur Financier

	ENJEUX						Agenda					
	STABILISATION		GROWTH	FISC.SPACE	PERFORMANCE	EQUITE	CT	22	23	24	25	RESISTANCE
Solidité financière								+				
Résolution des NPLs	+				++			+				+
habilitation des banques publiques à conclure des accords transactionnels	+				++			+				+
Soutien aux TPME	+		+		+			+				



Fonction Publique

Fonction Publique	IMPACT						Agenda						
	STABILISATION		GROWTH	FISC.SPACE	PERFORMANCE	EQUITE	CT	22	23	24	25		RESISTANCE
Révision du statut général de la fonction publique					+			+					
Redéploiement et mobilité					++		+						
Mobilité vers le secteur privé	+			+			+						
Prolongation du congé pour création d’entreprise	++			+			+						



Entreprises publiques

Entreprises publiques		STABILISATION		GROWTH	FISC.SPACE	PERFORMANCE	EQUITE	CT	22	23	24	25		RESISTANCE
		ENJEUX						Agenda						
Restructuration des entreprises publiques														
	Engager des cabinets externes pour effectuer des missions d'audits des arriérées				+	+				+				+
	Conversion/abandon des dettes publiques (dettes fiscales/prêt du Trésor ….) échues non remboursées	+			+	+		+	+	+	+	+		++
Désengagement de l'Etat activités non stratégiques	Refonte de la stratégie actionnariale de l'Etat dans les entreprises publiques et mettre en œuvre une stratégie de PPP				+	+			+					++
	Initier la restructuration des filiales des entreprises publiques non stratégique (cession totale/ouverture de capital)				+	+		+	+	+	+	+		++
Réduction du risque des Entreprises publiques	Céder les éléments d'actifs non nécessaires à l'activité de l'entreprise	+			+									+
Amélioration de la Gouvernance	Revoir les modalités de nomination et de rémunération des dirigeants des entreprises publiques				++				+					+
	Réévaluation des performances des administrateurs représentant les participants publics et des administrateurs indépendants				+					+				+
	Réviser le cadre légal et réglementaire de recrutement dans la fonction publique				++	+		+	+	+	+	+		++



Les Leviers

	ENJEUX						Agenda					
	STABILISATION		GROWTH	FISC.SPACE	PERFORMANCE	EQUITE	CT	22	23	24	25	RESISTANCE
Inclusion financière												
Programme d'éducation financière			+		+	+		+				
Approbation de la loi sur la promotion de l'inclusion financière			+		+	+		+				
La mise en place d'une base nationale de donnée sur l'inclusion financière			+		+	+		+				
Amen Social												
Augmenter le taux de couverture des TMP	+			+	+	+		+				



Les Leviers

	ENJEUX						Agenda						
	STABILISATION		GROWTH	FISC.SPACE	PERFORMANCE	EQUITE	CT	22	23	24	25		RESISTANCE
Digitalisation													
Mise en place d'une identité numérique du citoyen			++		+	+		+					
Généralisation /démocratisation de la preuve numérique			+		+			+					
Promulgation d'un texte sur le droit à la réutilisation de l'information publique			+		+			+					+
Code du numérique remplaçant le code des télécom			+		+			+					
Opérationnalisation de la plateforme d'interopérabilité (BD Pub.)			+		+				+				
SIRH et Dashboard RH fonction publique			+		+		+						
Infrastructure à très haut débit (généralisation de la Fibre Optique en vue de la préparation à la 5G)			+		+				+				
Généralisation des App.Mobiles dans les structures publiques			+		+	+		+					+
Généralisation de la mise en ligne de services publics			+		+	+			+				+



Les Leviers

	ENJEUX						Agenda						
	STABILISATION		GROWTH	FISC.SPACE	PERFORMANCE	EQUITE	CT	22	23	24	25		RESISTANCE
Gouvernance													
Instances de Lutte contre la corruption			+		+	+							
Guillotine													
finalisation de l'inventaire des procédures administratives			+		+			+	+				
Etablir un Répertoire National des Procédures Administratives			+		+			+	+				



Enjeux de court terme

Stabilisation à court terme et soutenabilité à moyen terme



Facteurs de stabilisation à CT

(2022)

- Calibrer les besoins de financement en fonction de la capacité effective de mobilisation des ressources.
- Contenir les sources de dérapages (masse salariale et subventions).
- Gérer les risques provenant de la situation délicate des entreprises publiques.
- Renforcer le rôle social de l'Etat (préserver le filet de sécurité sociale).

Soutenabilité à moyen terme

(2022-2025)

- Inclusion sociale et financière.
- Digitalisation (administration, transferts, paiements numériques).
- Réforme de la Fonction Publique.
- Réforme et viabilisation des Entreprises publiques.
- Transition écologique.
- Investissement.



Scénario sans réformes



Principaux résultats

	2021	2022
Croissance en %	**2,8**	**2,6**
Inflation en %	**5,7**	**6,8**
Déficit budgétaire	**10 417**	**15 476**
En % du PIB	*8,2*	*11,2*
Besoins de financement	**21 071**	**28 220**



Capacité de mobilisation de financement pour 2022

Facteurs de stabilisation à CT (2022)

- **Calibrer les besoins de financement en fonction de la capacité effective de mobilisation des ressources.**
- Contenir les sources de dérapages (masse salariale et subventions).
- Gérer les risques provenant de la situation délicate des entreprises publiques.
- Renforcer le rôle social de l'Etat (préserver le filet de sécurité sociale).

En MDT	2022
Ressources d'emprunt intérieur	**5 000**
Emissions de BT, EN et autres	5 000
Ressources d'emprunt extérieur	**14 350**
Multilatéral	5 000
Bilatéral	2 900
Emission diaspora	650
Marché financier international	5 800
Total	**19 350**

Feuille de route politique

Parvenir à un Accord avec le FMI avant la fin du 1er trim.2022

- ✓ ***Fin. Multilatéral - Condition : Accord FMI***
- ✓ ***Fin. Bilatéral (Arabie Saoudite)- Condition: Accord FMI***
- ✓ ***Fin. Bilatéral (Algérie)- Condition: Evolution prix du pétrole***
- ✓ ***Garantie américaine- Condition: Accord FMI***
- ✓ ***Marché financier international - Condition : Accord FMI***

2022: Besoins de financement sans réformes vs. Capacité de mobilisation des financements



Besoin de financement sans reformes

28 000MDT

Capacité de mobilisation de financements (Condition FMI)

19 350MDT

Ecart
8 650MDT

Deux impératifs

Réduction du déficit budgétaire de 8 650 MDT pour ramener le besoin de financement à un ordre finançable (19 350 MDT)

ET

Accord avec le FMI pour pouvoir mobiliser la totalité des 19 350 MDT.



Réduction du déficit budgétaire: Leviers d'ajustement

Maîtrise des équilibres des finances publiques

Recettes			Dépenses		
	Impact financier	Difficultés/Résistance		Impact financier	Difficultés/Résistance
Effort de recouvrement	X	X	Dépenses de gestion	X	-
Mesures fiscales	X X	X X	Masse salariale	X X X	X X X
Privatisation	X X X	X X X	Prix des produits énergétiques	X X X	X X X
Confiscation	X	X	Prix des produits de base	X X X	X X X
			Dépenses sociales	X X	X X X
			Entreprises publiques	X X X	X X X
			Investissements publics	X	-

X: Faible   X X: Moyen   X X X: Elevé



Leviers d'ajustement: Principes généraux

- Préserver les couches sociales défavorisées et préserver le pouvoir d'achat.
- Implémentation concertée et progressive de la réforme de l'ajustement des prix des produits de base et des produits énergétiques.
- Implémentation concertée et progressive de la réforme des entreprises publiques.
- Fiscalité plus équitable qui n'alourdit pas la charge fiscale sur les entreprises et les individus.
- Libérer les espaces budgétaires pour renforcer les investissements publics en tant que levier de l'investissement privé.
- Rationaliser les dépenses de fonctionnement.

Fiscalité



Objectifs

- Améliorer les capacités de l'État à collecter ses ressources par l'amélioration du recouvrement et la promotion de la digitalisation de l'administration fiscale
- Favoriser une fiscalité plus juste et plus transparente stimulant l'investissement privé, l'économie durable et inclusive et garantissant une meilleure visibilité aux opérateurs économiques à moyen et long terme.

Axes (2022-2026)

- Dématérialisation des services aux contribuables
- Modernisation de l'administration fiscale et généralisation de la digitalisation
- Une fiscalité en faveur de la croissance inclusive et durable, de l'investissement et de la transition énergétique
- Une meilleure maitrise du tissu fiscal, lutte contre l'informalité et amélioration de la gestion du régime forfaitaire



Détails chiffrés des mesures fiscales proposées

Action	Recette additionnelle attendue en 2022
Augmentation des prix du tabac	**300 MDT**
Impact des nouvelles dispositions fiscales	**781 MDT**
Recettes Non fiscales additionnelles	**300 MD**
Autres mesures	**500 MDT**
Impact financier total	**1881MDT**

Subvention des produits énergétiques

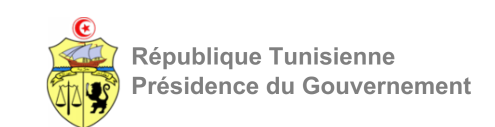


Objectifs

- Levée progressive pour atteindre la vérité des prix à l'Horizon 2026
- Préserver les couches sociales vulnérables

Mesures (2022-2026)

- Application du mécanisme d'ajustement automatique des prix des produits (Gasoil SS, Gasoil Ordinaire et Essence) à un taux de 3% au lieu de 5%
- Etablissement de la procédure et mise en place d'une commission pour l'ajustement automatique des prix pour Electricité et Gaz.
- Mise en place d'une autorité de régulation
- Finalisation de la plateforme de ciblage pour le GPL et levée progressive de la subvention



Ajustements proposés des prix des produits énergétiques

Action	Economie en 2022	Observations
Activation du mécanisme automatique d'ajustement des prix à la pompe (Essence, Gasoil, Gasoil 50) à 3% (durant la période janvier – septembre 2022)	1043 MDT	Condition préalable pour la conclusion d'un accord avec le FMI
GPL domestique (Gaz en bouteille)	-	Report de l'ajustement en 2023 (plateforme de transferts monétaires)
Hausse des tarifs de l'électricité haute et moyenne tension (Usines, entreprises)	204 MDT	Création d'une commission pour l'ajustement automatique des tarifs.
Hausse des tarifs de l'électricité de la basse tension (Ménages)	212 MDT	Par palier de consommation en préservant les franges de population les plus vulnérables
Hausse des tarifs du gaz naturel haute et moyenne pression (Usines, entreprises)	134 MDT	
Hausse des tarifs de gaz naturel basse pression (Ménages)	53 MDT	Par palier de consommation en préservant les franges de population les plus vulnérables
Impact financier total	**1 646 MDT**	Le volume de la subvention (sans ajustement est égal à 5137 MDT)

Masse salariale



Objectifs

- Maitriser le dérapage de la masse salariale et assurer une trajectoire baissière afin de dégager un espace budgétaire pour les dépenses sociales et l'investissement public
- Professionnaliser la gestion des RH et Rationnaliser les effectifs et la rémunération dans la fonction publique

Mesures (2022-2024)

- Gel des salaires.
- Programme de Retraite anticipée
- Programmes de départs volontaire
- Mobilité vers le secteur privé
- Prolongation de congés pour création d'entreprises



Détails chiffrés des ajustements de la masse salariale proposés

Action	Economie attendue en 2022	Observations
Gel des recrutements	**415 MDT**	
Gel des salaires	**1060MDT**	Gain en 2023 et 2024
Retraite anticipée (avec un coût de 192 MD)	**84 MDT**	
Mobilité vers le secteur privé		
Prolongation de congés pour création d'entreprises		
Impact financier total	**1559MDT**	



D’autres ajustements de la masse salariale peuvent être proposés

Action	Economie attendue en 2022	Coût	
1- Départ volontaire avec indemnité de départ (50-57 ans)			2023-2026:
(24 salaires bruts et jouissance immédiate de pension)	-48	+221	Impact Net -38MD/an
2- Départ volontaire avec indemnité de départ (5 ans d’ancienneté)			2023-2026:
Indemnité de départ équivalent à 48 salaires bruts	-53	+420	Impact Net -105 MD/an
Impact financier total	-153	+ 641	Net en 2022: +488 Net 2023-2026: -143

Subvention des produits de base :
Pas d’ajustements à court terme et Ciblage à moyen terme



Objectifs

- Mieux cibler les dépenses sociales
- Alléger les charges de la compensation

Mesures (2022-2026)

- Etude d’impact
- La mise en place d’une plateforme d’inscription et de gestion des transferts et ciblage à partir de 2023.



Autres ajustements

Subvention des produits de base : proposition 2022

Action	Economie attendue en 2022
1- Contrôle des circuits de distribution des produits de base	-400
2- réduction du nombre de bons d'essence pour les emplois fonctionnels	-3

Réforme des entreprises publiques



Objectifs

- Restructuration des entreprises publiques
- Réduction du risque des Entreprises publiques sur le budget de l'Etat
- Amélioration de la Gouvernance
- Désengagement de l'Etat des activités non stratégiques

Axes (2022-2024)

- Définir un plan d'assainissement financier des entreprises publiques, Apurement des arriérés (engager des cabinets externes pour effectuer des missions d'audits des arriérées).
- Rééchelonnement des dettes bancaires dans le cadre d'un plan d'assainissement global et d'une revue de la politique tarifaire
- Définir un plan d'assainissement social



Impact financier total des ajustements

Maîtrise des équilibres des finances publiques

Impact Total des Ajustements:	**4977 MDT**
Autres mesures à identifier budgétaire non couvert:	**3673MDT**

Cadrage macroéconomique avec ajustements et réformes à moyen terme

(En MDT)	2021	2022	2023	2024	2025	2025 Article IV FMI	2026
Croissance	**2,8**	**2,6**	**2,5**	**2,5**	**3**	**3**	**3**
Inflation	**5,7**	**7**	**5,6**	**5,2**	**4,9**	**4**	**4,9**
Déficit budgétaire	**-10417**	**-10699**	**-9713**	**-8423**	**-7304**		**-6446**
En % du PIB	*-8,2%*	*-7,7%*	*-6,5%*	*-5,3%*	*-4,4%*	**2,5%**	*-3,5%*
Solde primaire en % du PIB	*-5,2%*	*-4,7%*	*-3,5%*	*-2,0%*	*-1,0%*	**1,6%**	*0,1%*
Besoins de financement	**21071**	**23074**	**21123**	**20540**	**19617**		**18859**
Réserves en Devises	**4**	**4**	**4**	**4**	**4**	**4**	**4**



MERCI